

Art. 6. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29499]

29 AOUT 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la jeunesse de la Communauté française, tel que modifié par le décret du 4 juillet 2013;

Vu le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

Vu le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 5 juillet 2013;

Vu l'avis de la Commission consultative des centres et maisons de jeunes, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 53.809/2/V, donné le 7 août 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Décret » : le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française;

2° « Conseil de la Jeunesse » : le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française instauré par le décret;

3° « Ministre » : le membre du Gouvernement qui a la Jeunesse dans ses attributions;

4° « Service de la Jeunesse » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

5° « Inspection » : Service général de l'Inspection de la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

6° « Ministère » : le Ministère de la Communauté française;

7° « ETNIC » : Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, organisme d'intérêt public créé par le décret du 27 mars 2002;

8° « Secrétaire général » : personne habilitée par le conseil d'administration à la gestion quotidienne du Conseil de la jeunesse.

CHAPITRE II. — Des modalités de parrainage des candidats au Conseil de la Jeunesse

Art. 2. § 1^{er}. Les modalités de parrainage visées par l'article 3/2, § 1^{er}, 3^e tiret, du décret sont définies de la façon suivante :

1° les conseils locaux de la jeunesse concernés par le parrainage sont ceux dont plus de la moitié des membres ont entre 16 et 30 ans le 1^{er} du mois qui entame la période d'élection des membres effectifs du conseil de la jeunesse;

2° une personne pouvant valablement représenter et engager une association parrainante visée par l'article 3/2, § 1, 3° tiret, du décret signe un « document de parrainage » qui atteste :

- de l'adhésion ou du lien du jeune candidat à l'association;
- de son engagement à être, dans la mesure de ses possibilités, un relais pour les élections des membres effectifs du Conseil de la Jeunesse;
- du soutien de l'association pour faciliter, dans la mesure de ses possibilités, le travail du jeune élu au sein du Conseil de la Jeunesse;

3° le « document de parrainage » est joint à la candidature du jeune candidat. Il est réputé valable pour autant que l'association parrainante corresponde à l'une des associations visées par l'article 3/2, § 2, 3° tiret, du décret.

Le Conseil de la Jeunesse est chargé, avec l'aide des services compétents, de vérifier la réalité de l'existence des associations visées par l'article 3/2, § 2, 3° tiret, du décret et s'il échet, leur agrément par la Communauté française ou leur affiliation à un mouvement de jeunesse agréé par la Communauté française;

4° si le jeune est élu, l'association parrainante apportera, dans la mesure de ses possibilités, son soutien au jeune conseiller dans son action (relais d'information, soutien pédagogique, infrastructure, logistique etc.). La responsabilité d'amener la dynamique du Conseil de la Jeunesse au niveau local incombe toutefois au jeune élu dans la diversité de ses réseaux passés, présents et à venir, dans la mesure de ses possibilités et avec le soutien du Conseil de la Jeunesse.

§ 2. Les cinq types de parrainage prévus par l'article 3/2, § 1^{er}, 3° tiret, du décret pour garantir la plus grande représentativité possible des jeunes et partant leur diversité, doivent être équilibrés afin de garantir cette diversité. Pour ce faire, le Conseil de la Jeunesse vérifiera qu'un maximum de 8 jeunes sont élus par type de parrain.

Si le maximum de 8 élus par type de parrain ne peut pas atteindre ce total de 24 jeunes élus parrainés, ce nombre de candidats est incrémenté d'une unité jusqu'à atteindre les 24 élus.

CHAPITRE III. — *Subventions au Conseil de la Jeunesse, aides et jetons de présence*

Section 1^{re}. — Subventions

Sous-section 1^{re}. — Introduction de la demande de subvention

Art. 3. § 1^{er}. Afin de bénéficier de la subvention forfaitaire visée à l'article 9, 3° tiret du décret, le Conseil de la Jeunesse doit introduire son dossier de demande, pour le 1^{er} juin au plus tard, auprès du Service de la Jeunesse en version électronique ou, à défaut, en trois exemplaires « papier ».

Ce dossier doit être composé des éléments suivants :

- l'objet ou l'intitulé du projet de formation;
- les objectifs poursuivis et les résultats escomptés et indicateurs de réussite;
- le plan de réalisation du projet de formation (phases de programmation, durée, lieux et dates);
- le nombre de participants visés;
- la description des contenus et méthodes proposées en ce compris les outils pédagogiques et la description du processus d'évaluation;
- la composition de l'équipe pédagogique (noms, qualifications techniques ou pédagogiques);
- un projet de budget;
- l'évaluation des formations organisées lors du précédent mandat.

§ 2. Ne sont pas pris en considération les projets d'animation, les conférences, les séances d'information, les réunions d'information des cadres, d'élaboration et de préparation de campagnes d'actions, les journées d'études et d'évaluation de permanents et formateurs qui relèvent de l'action ordinaire du Conseil de la Jeunesse.

Art. 4. Afin de bénéficier de la subvention forfaitaire visée à l'article 9, 4° tiret, du décret, le Conseil de la Jeunesse doit introduire son dossier de demande, pour le 1^{er} juin au plus tard, auprès du Service de la Jeunesse en version électronique ou, à défaut, en trois exemplaires « papier ».

Ce dossier doit être composé des éléments suivants :

- une identification générale du projet;
- les objectifs poursuivis et les résultats escomptés (nombre de candidatures, participation aux élections, médiatisation de l'événement,...);
- le plan de réalisation de l'organisation des élections (activités prévues, phases de programmation, durée, lieux et dates);
- le règlement électoral et l'engagement à sa diffusion la plus large.
- le public visé;
- la description des démarches pédagogiques envisagées et la description du processus d'évaluation;
- la présentation de l'équipe d'encadrement;
- un projet de budget;
- l'évaluation de l'organisation des précédentes élections du Conseil de la Jeunesse.

Sous-section 2. — Procédure d'octroi des subventions

Art. 5. § 1^{er}. Le Service de la Jeunesse accuse réception de la demande de subvention visée aux articles 3 et 4 du présent arrêté dans les 5 jours de sa réception. Le cas échéant, dans un délai de 15 jours suivant l'envoi de l'accusé de réception, il sollicite auprès du Conseil de la Jeunesse les éléments manquants dans le dossier.

Le Conseil de la Jeunesse dispose de 15 jours pour fournir les compléments demandés par le Service de la Jeunesse.

§ 2. La demande de subvention est prise en considération à la date à laquelle le Service de la Jeunesse est en possession du dossier complet.

Le Ministre statue dans les 15 jours à dater de la prise en considération de la demande, sur proposition motivée du Service de la jeunesse.

Lorsque le Ministre a statué, sa décision est notifiée au Conseil de la jeunesse par le Service de la Jeunesse.

Sous-section 3. — Liquidation des subventions

Art. 6. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 9, 2^e tiret, du décret est octroyée pour une année civile. Cette subvention est justifiée par le compte de résultats de cette même année civile.

§ 2. Le Conseil de la Jeunesse est tenu de communiquer, pour le 31 juillet au plus tard, au Service de la Jeunesse ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente. Ces comptes annuels comprennent le bilan et le compte de résultats suivant le schéma prévu par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

§ 3. Le Service de la Jeunesse liquide, pour le 31 mars au plus tard, 85 % de la subvention visée au § 1^{er}.

Il liquide le solde de la subvention précitée en une tranche au plus tard dans les trois mois qui suivent le dépôt au Service de la Jeunesse des documents visés au § 2.

§ 4. Sans préjudice de l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes, le Service de la Jeunesse déduit de la liquidation de ces tranches les parties de subvention relatives aux années civiles antérieures dont le Conseil de la Jeunesse n'aurait pu justifier l'utilisation.

Art. 7. § 1^{er}. Les subventions forfaitaires visées à l'article 9, 3^e tiret et 4^e tiret, du décret sont liquidées en deux tranches égales. La première tranche est liquidée, sur acceptation du dossier de demande pour le 15 septembre de l'année du dépôt dudit dossier. Le solde est liquidé l'année suivante pour le 15 septembre, sur présentation des comptes de recettes et dépenses spécifiques afférents respectivement aux subventions susmentionnées et sur acceptation du dossier d'évaluation, visé au § 2 du présent article.

§ 2. Le dossier de l'évaluation de la formation visée à l'article 3, § 1^{er}, comprend une évaluation de la formation réalisée par le Conseil de la jeunesse et un compte recettes/dépenses.

Le dossier de l'évaluation des élections visé à l'article 4, comprend une évaluation des élections réalisée par le Conseil de la jeunesse et un compte recettes/dépenses

Sous-section 4. — Suspension et suppression des subventions

Art. 8. Si le Service de la Jeunesse estime, après avis de l'Inspection, que le Conseil de la Jeunesse ne remplit pas les missions qui lui sont assignées en vertu de l'article 2 du décret, les règles de composition et de fonctionnement visées aux articles 3 à 7 du décret ou celles relatives aux structures participatives fixées à l'article 8 du décret, il informe le Conseil de la Jeunesse des griefs relevés et le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il détermine, lequel doit être proportionné aux mesures que le Conseil de la Jeunesse doit prendre et ne peut, en tout état de cause, être inférieur à 3 mois.

Le Service de la Jeunesse en informe simultanément le Ministre.

A compter de la notification de la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er}, le Conseil de la Jeunesse dispose d'un délai d'un mois pour faire parvenir une éventuelle note d'observations au Service de la Jeunesse.

Art. 9. Si, à l'issue du délai visé à l'article 8 du présent arrêté et eu égard à l'éventuelle note d'observation du Conseil de la Jeunesse, le Service de la Jeunesse estime, après avis de l'Inspection, que le Conseil de la Jeunesse n'a pas remédié aux griefs visés dans la mise en demeure préalable, le service de la jeunesse informe le Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé qu'il propose au Ministre de suspendre les subventions visées à l'article 9, 2^e, 3^e et 4^e tirets, du décret et lui indique les dispositions du décret qu'il ne respecte plus ainsi que la durée de la suspension envisagée, laquelle ne peut être supérieure à 9 mois.

Le Service de la Jeunesse en informe simultanément le Ministre.

Art. 10. Avant de statuer sur la proposition de suspension des subventions visées à l'article 9, 1^{er}, 2^e et 3^e tirets, du décret, le Ministre, ou son délégué, entend les représentants du Conseil de la Jeunesse, en présence du responsable du Service de la Jeunesse.

La convocation à l'audition est adressée au Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé. Au moins 20 jours séparent l'envoi de la convocation et le jour de l'audition.

La convocation précise que le Conseil de la Jeunesse peut déposer une note d'observations à l'occasion de l'audition.

Art. 11. Le Ministre statue dans les deux mois sur proposition motivée du Service de la Jeunesse de suspension des subventions visées à l'article 9, 1^{er}, 2^e et 3^e tirets, du décret, rédigée sous forme de projet d'arrêté, auquel sont joints la mise en demeure préalable, l'avis de l'Inspection et les éventuelles notes d'observations établies par le Conseil de la Jeunesse en application des articles 8 et 10 du présent arrêté.

En cas de décision de suspension, le Ministre détermine la date d'effet et la durée de la suspension des subventions visées à l'article 9, 1^{er}, 2^e et 3^e tirets, du décret.

Art. 12. § 1^{er}. Si, à l'issue de la période de suspension des subventions visées à l'article 9, 1^{er}, 2^e et 3^e tirets, du décret, le Service de la Jeunesse estime que le Conseil de la Jeunesse n'a pas remédié aux griefs visés par la suspension préalable, le service de la jeunesse informe le Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé qu'il propose au Ministre de supprimer pour l'avenir lesdites subventions.

§ 2. Le Ministre statue dans les deux mois sur proposition motivée du Service de la Jeunesse de suppression des subventions visées à l'article 9, 1^{er}, 2^e et 3^e tirets, du décret, rédigée sous forme de projet d'arrêté, auquel sont joints la décision de suspension du Ministre et le courrier recommandé du Service de la Jeunesse visé au 1^{er} paragraphe.

La décision du Ministre prend effet à dater de sa notification au Conseil de la Jeunesse par le Service de la Jeunesse et est d'application au moins jusqu'à la remédiation des griefs et au plus tard jusqu'à l'élection suivante.

Sous-section 5. — Procédures de recours

Art. 13. § 1^{er}. A compter de la notification d'une des décisions visées aux articles 11 et 12 du présent arrêté, le Conseil de la Jeunesse dispose de 20 jours pour introduire, par courrier recommandé adressé au Service de la Jeunesse, un recours auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision contestée.

§ 2. Dès réception du recours, le Service de la Jeunesse en transmet une copie, pour avis, à l'Inspection et adresse un accusé de réception au Conseil de la Jeunesse dans les 5 jours de la réception du recours.

Art. 14. L'Inspection remet son avis sur le recours au Service de la Jeunesse dans les 20 jours à dater de la réception de la copie du recours.

A compter de la réception de l'avis de l'Inspection, le Service de la Jeunesse dispose de 20 jours pour transmettre une proposition motivée de décision au Gouvernement, rédigée sous forme d'arrêté auquel est joint l'avis de l'Inspection.

Cette proposition de décision motivée est communiquée simultanément au Conseil de la Jeunesse par le Service de la Jeunesse.

Art. 15. Avant de statuer sur le recours, le Gouvernement ou son représentant entend le Conseil de la Jeunesse, en présence du responsable du Service de la Jeunesse.

La convocation à l'audition est adressée au Conseil de la Jeunesse, par le Service de la Jeunesse par courrier recommandé. Au moins 20 jours séparent l'envoi de la convocation et le jour de l'audition.

La convocation précise que le Conseil de la Jeunesse peut déposer une note d'observations à l'occasion de son audition ou, le cas échéant, remplacer cette audition par le seul dépôt d'une note d'observations.

Art. 16. Le Gouvernement statue dans les deux mois sur le recours visé à l'article 13 du présent arrêté, sur proposition motivée du Service de la Jeunesse, rédigée sous forme de projet d'arrêté.

Le Gouvernement communique sa décision au Service de la Jeunesse pour notification au Conseil de la Jeunesse par courrier recommandé au plus tard dans les 5 jours de la décision.

Art. 17. La décision du Gouvernement prise sur recours prend effet à la date à laquelle le Service de la Jeunesse l'a notifiée au Conseil de la Jeunesse.

Section 2 — Des aides

Art. 18. § 1^{er}. L'aide logistique visée à l'article 9, 5^e tiret, du décret correspond à minima à la mise à disposition gratuite du matériel suivant :

- 1° ordinateurs, en ce compris, le cas échéant, ordinateurs portables, munis d'une connexion à l'Internet;
- 2° imprimantes, dont au moins une imprimante couleur;
- 3° scanners;
- 4° téléphones fixes et fax;
- 5° armoires, bureaux et chaises de bureau;
- 6° matériel de bureau;
- 7° tables de réunion et chaises.

§ 2. L'aide administrative visée à l'article 9, 5^e tiret, du décret correspond à minima à la fourniture gratuite des services et prestations suivants :

- 1° intervention de l'Etnic en cas de besoin;
- 2° utilisation des services de la Poste ou, en cas de besoin, de ceux d'entreprises de livraison.

§ 3. L'aide d'infrastructure et d'hébergement visée à l'article 9, 5^e tiret, du décret, correspond à minima à la fourniture gratuite, en suffisance, d'au moins les prestations suivantes :

- 1° locaux proches des transports en commun, dont la surface permet d'accueillir le matériel visé au § 1^{er}, 1° à 6° et une salle de réunion séparée;
- 2° service de nettoyage des locaux visés au 1°;
- 3° accessibilité des locaux visés au 1° en dehors des heures de bureau;
- 4° infrastructures du Centre culturel Marcel Hicter de La Marlagne (à l'exception des chambres et de l'intendance), selon des modalités à définir en concertation avec l'Administration générale de la Culture de la Communauté française.

Section 3 — Des jetons de présence, des frais de parcours et de séjour

Art. 19. § 1^{er}. En application de l'article 11 du décret, le montant du jeton de présence par séance de travail est fixé à 25,97 euros.

Les frais de parcours et de séjour relatifs aux travaux exclusifs des membres effectifs du conseil de la jeunesse (réunions de l'assemblée générale et conseil d'administration) sont fixés suivant les conditions et les taux fixés par la réglementation en la matière applicable aux membres du personnel du Ministère.

A cet effet, les membres effectifs du Conseil de la Jeunesse visés à l'article 3/2 du décret sont assimilés aux membres du personnel du Ministère titulaires d'un grade classé au rang 12.

Les membres effectifs du Conseil de la Jeunesse sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions du Conseil de la Jeunesse.

Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} sont adaptés à l'indice-santé tous les deux ans, à partir du 1^{er} janvier 2015.

Ces mêmes montants sont payés mensuellement à terme échu.

CHAPITRE IV. — Règlement électoral des élections d'octobre 2013

Art. 20. En application de l'article 14/8, § 2, du décret, le présent arrêté prévoit les modalités de candidatures, d'organisation de la campagne, de déroulement du scrutin et de comptage des votes relatifs aux élections portant renouvellement de l'assemblée générale à l'horizon de janvier 2014. Il vise également à instaurer la commission électorale, chargée du bon déroulement de ces élections.

Dans le cadre de tous les traitements de données à caractère personnel envisagés par le présent arrêté, le Conseil de la jeunesse a la qualité de responsable de traitement au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Section 1^{re} — des candidatures

Art. 21. La recevabilité des candidatures est du ressort de la Commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre.

Pour que la candidature soit recevable, il faut que le candidat réponde aux conditions d'éligibilité suivantes :

- être âgé de 16 ans au moins et de moins de 31 ans au 1^{er} octobre 2013;
- être domicilié dans une des zones citées à l'article 3/1, § 1^{er}, du décret;
- être en possession d'un numéro de registre national;
- avoir introduit le formulaire de candidature visé à l'article 22 du présent arrêté entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2013;
- attester qu'il ne tombe sous le coup d'aucune des conditions d'incompatibilité visés à l'article 3/6, § 1^{er} et § 2, du décret;
- s'engager à respecter les principes démocratiques visés par l'article 3/6, § 3, 4^e tiret, du décret;
- s'engager à respecter la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 20 novembre 1989, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution du 16 décembre 1966, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 16 décembre 1966.

Art. 22. § 1^{er}. Deux types de formulaires de candidature, respectivement pour les candidats parrainés et pour les candidats indépendants, sont téléchargeables sur le site internet du Conseil de la Jeunesse (www.conseildelajeunesse.be).

Une version papier peut être fournie par le Conseil de la Jeunesse sur simple demande avant le 23 septembre 2013 au 02-413 29 30.

Le formulaire devra ensuite être renvoyé à boulevard Léopold II 44, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Pour les candidats parrainés, la convention complétée et signée, doit impérativement être annexée à la candidature sous peine de se voir refuser la candidature.

§ 2. Le formulaire de candidature reprend les informations suivantes concernant le candidat :

- nom et prénom;
- sexe
- adresse de domicile;
- province
- date de naissance et numéro de registre national;
- adresse email et numéro de GSM;
- une photo récente (type carte d'identité) et qui sera utilisée durant la campagne;
- un espace de présentation où le candidat exposera les motivations de sa candidature au Conseil de la Jeunesse et ses préoccupations pour la Jeunesse (2 500 caractères maximum), dans le respect des principes démocratiques visés par l'article 3/6, § 3, 4^e tiret du décret;

Si le candidat souhaite être sur la liste des candidats parrainés, il devra indiquer l'identité du parrain (le type de parrain + la dénomination précise du parrain). Le document de parrainage prévu à l'article 2, § 1^{er}, 2^o, du présent arrêté, devra être annexé à l'espace de présentation du candidat.

Si le candidat est parrainé par un conseil local de la jeunesse, il joindra à la candidature la liste des membres de ce conseil, ainsi que leurs dates de naissance respectives, dans un document signé par l'autorité de la commune où ce conseil est institué ou par son représentant.

§ 3. Le candidat devra également avoir coché les cases du formulaire par lesquelles il indique :

- qu'il connaît les règles et les missions du Conseil de la Jeunesse telles que renseignées sur son site Internet et qu'il s'engage à suivre la formation continue destinée aux membres de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse;
- qu'il reconnaît avoir pris connaissance du règlement électoral complet publié sur le site du Conseil de la Jeunesse et disponible sur simple demande;
- qu'il ne tombe sous le coup d'aucune des conditions d'incompatibilité visés à l'article 3/6, § 1^{er} et § 2, du décret;
- qu'il s'engage à respecter les principes démocratiques visés par l'article 3/6, § 3, 4^e tiret, du décret;
- qu'il accepte d'être photographié ou filmé et qu'il consent à la publication ou à la diffusion des images où il apparaît.

§ 4. La présentation des missions du Conseil de la Jeunesse et le règlement électoral élaboré par la Commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre sont disponibles sur le site internet du Conseil de la Jeunesse ou en version papier sur demande adressée au Conseil de la jeunesse.

Art. 23. § 1^{er}. Le Conseil de la Jeunesse publie simultanément sur son site Internet les profils de tous les candidats dont la candidature a été jugée recevable au sens de l'article 21 du présent arrêté. Le profil de chaque candidat comprend ses nom, prénom, commune de résidence, province ou zone, photo, un champ URL éventuel, motivation de la candidature au CJCF, nature de la candidature (indépendante ou parrainée) et, le cas échéant, l'association qui le parraine.

§ 2. L'ordre de présentation des candidats est aléatoire de sorte à varier à chaque consultation de la page concernée. Un champ de recherche (par nom ou par zone géographique) sera disponible pour les électeurs.

Section 2 — de la campagne

Art. 24. § 1^{er}. La Commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre définit le cadre des moyens que les candidats peuvent utiliser, à l'exclusion des gadgets et de toute démarche promotionnelle qui occasionnerait un investissement financier et matériel propre des candidats ou de leur structure de parrainage.

Aucun autre moyen que ceux définis par la Commission électorale ne peut être utilisé, sous peine de sanctions visées à l'article 37, § 2, du présent arrêté.

§ 2. La commission électorale peut également être saisie de toute question relative au matériel de campagne que les candidats souhaitent utiliser et de tout constat de non respect du cadre défini au § 1^{er}, ainsi que de toute entrave, en cours de campagne, aux principes démocratiques visés par l'article 3/6, § 3, 4^e tiret, du décret, ou aux valeurs de gratuité et de respect d'autrui défendues par le Conseil de la Jeunesse.

Elle peut, le cas échéant, prendre des sanctions visées à l'article 37, § 2, du présent arrêté.

Art. 25. Le Conseil de la Jeunesse fournit aux candidats, dans le respect de l'article 24, § 1^{er}, du présent arrêté et dans un souci de proportionnalité et d'égalité entre les candidats, un « kit de campagne ».

Ce kit précise le cadre des moyens autorisés ainsi que du matériel et des conseils pour mener leur campagne.

Art. 26. Les candidats veilleront à respecter, lors de leur campagne, un cadre éthique qui ne nuit ni à l'image de la jeunesse ni, plus spécifiquement, à l'image du Conseil de la Jeunesse.

Section 3 — du processus électoral.

Art. 27. § 1^{er}. Les élections des membres effectifs de l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse se déroulent du 7 octobre 2013 à 6 heures au 19 octobre 2013 à minuit. Elles portent sur les candidatures publiées telles que visées par l'article 23 du présent arrêté.

§ 2. Le vote est ouvert à tous les jeunes domiciliés dans une des zones citées à l'article 3/1, § 1^{er}, du décret et âgés d'au moins 16 ans et de moins de 31 ans à la date du 1^{er} octobre 2013. Il s'effectue par voie électronique via le site internet du Conseil de la jeunesse (www.conseildelajeunesse.be), soit à partir d'un ordinateur personnel, soit à partir d'un ordinateur mis à la disposition des électeurs dans un des bureaux de vote visés à l'article 29.

§ 3. Le processus du vote électronique est composé des étapes suivantes :

1. inscription sur le site www.conseildelajeunesse.be (nom, prénom, numéro registre national), en vue de générer pour chaque électeur un identifiant et un mot de passe personnel d'accès au système de vote;
2. accès à la liste des candidats;
3. attribution de sa voix à un maximum de 4 candidats;
4. validation du vote.

L'étape de validation du vote génère, dans un registre électronique des votes, un bulletin de vote anonyme pour chaque électeur, avec un numéro aléatoire correspondant, et conserve, dans un registre électronique des électeurs, les nom, prénom et numéro de registre national correspondant de chaque électeur pour vérification auprès du registre national de la conformité de ces informations par la commission électorale visée à la section 5 du présent arrêté.

Art. 28. Chaque électeur vote en son nom propre, une seule fois et pour un maximum de 4 candidats parmi ceux visés par l'article 23 du présent arrêté. Le respect de l'éthique du vote personnel garantit la crédibilité et la légitimité tant des candidats que du Conseil de la Jeunesse.

Les électeurs qui souhaitent voter pour moins de 4 candidats sont informés des conséquences du nombre de voix qu'ils utilisent sur le poids de leur vote dans les résultats du scrutin.

Art. 29. Les élections peuvent se dérouler dans un bureau de vote, dans le respect des procédures et conditions énoncées aux articles 30 et 31.

Art. 30. § 1^{er}. Toute association de jeunesse et toute commune qui souhaite organiser un bureau de vote doit se signaler auprès du Conseil de la Jeunesse et s'engager préalablement à respecter les conditions générales suivantes :

- mobiliser les électeurs, dans des conditions respectueuses du secret du vote et de la neutralité des bureaux de vote;
- assurer la publicité de l'élection, sa participation et les modalités générales de l'organisation de l'élection au niveau local (lieu, heures,...);
- assurer un accès au dispositif de vote pour une période de quatre heures au minimum;
- mettre à disposition des électeurs un ordinateur avec connexion internet;
- désigner un président et de deux assesseurs dont l'un occupe un poste de responsabilité dans l'association qui accueille le bureau de vote, le deuxième est extérieur à l'association et le troisième est un membre ou représentant de la commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre;
- fournir, à la demande de la Commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre, toute information permettant d'évaluer la conformité du bureau de vote au cadre qu'elle aura fixé.

§ 2. Les associations et les communes visées au § 1^{er} introduisent leur demande d'ouverture d'un bureau de vote auprès du Conseil de la jeunesse avant le 1^{er} octobre 2013.

Elles communiquent leur adresse ainsi que les jours et heures d'ouverture en vue de l'organisation du scrutin.

§ 3. Le Conseil de la Jeunesse diffuse sur son site internet la liste des bureaux de vote qui répondent aux conditions visées aux § 1^{er} à 2 du présent article. Cette liste peut être fournie en version papier par le Conseil de la Jeunesse sur simple demande.

Art. 31. L'organisation du vote dans les bureaux susmentionnés a lieu entre le 7 octobre et le 19 octobre 2013.

Préalablement à l'ouverture du bureau de vote, le président et les assesseurs visés à l'article 30, § 1^{er}, signent une déclaration sur l'honneur fournie par la Commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre, par lesquels ils s'engagent à respecter et faire observer le présent règlement.

Les conditions du vote doivent garantir le secret du vote.

Art. 32. Il appartient à la commission électorale visée par la section 5 du présent chapitre de contrôler si les procédures de vote garantissant la transparence et le secret du vote sont respectées et, le cas échéant, de prendre des mesures.

Section 4 — des résultats de l'élection d'octobre 2013

Art. 33. Le dépouillement des votes est effectué sous la responsabilité de la Commission électorale visée à la section 5 du présent chapitre, dans les trois jours ouvrables qui suivent la fin du scrutin.

Art. 34. Les membres élus sont les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, tenant compte cependant des critères liés aux zones, à la commune de domiciliation, à la répartition par type de parrain et au sexe, tels que prévus par l'article 3/2, § 1^{er} à 3, du décret.

Afin de procéder à la sélection des candidats, la Commission électorale applique les critères susmentionnés en suivant la procédure décrite ci-après :

1. tri de la liste des candidats en partant de celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix;
2. en partant du haut de la liste, choix des 3 candidats représentatifs de chacune des 6 zones;
3. vérification que ces 18 candidats sont issus de communes différentes (à l'exception de candidats qui seraient domiciliés dans une commune de plus de 75 000 habitants); à défaut, élimination du candidat retenu qui a le moins de voix et remplacement par le candidat suivant dans la liste;
4. vérification du nombre d'indépendants au sens de l'article 3/2, § 1^{er}, 4^e tiret, du décret parmi ces 18 candidats; si ce nombre est supérieur à 12, élimination des candidats indépendants qui arrivent en 13^e place et suivantes; si ce nombre est inférieur à 12, sélection, dans l'ordre de la liste établie en 1, des candidats indépendants qui manquent, dans le respect du critère visé par l'article 3/1, § 2, 2^e tiret, du décret;
5. pour l'application du critère visé en 4, dans le cas où un candidat parrainé est issu d'une même commune qu'un candidat indépendant, c'est le candidat ayant obtenu le plus de voix qui est retenu. Le candidat éliminé est remplacé par le candidat suivant (un candidat indépendant si le candidat éliminé est indépendant, un candidat issu du même type de parrain si le candidat éliminé est un candidat parrainé);
6. sélection des candidats restants en référence à leur nombre de voix, pour autant qu'ils correspondent au critère de domicile par commune et pour autant que le nombre de candidats élus par type de parrain ne dépasse pas 8;
7. si le nombre d'élus par types de parrain arrive à la limite de 8, et que le nombre de 24 élus n'est pas atteint, on incrémente le nombre de candidats élus par type de parrain d'une unité, et ainsi de suite jusqu'à permettre la désignation des 24 élus;
8. vérification que le critère du sexe est rencontré; à défaut, élimination du 36^e candidat du sexe majoritaire ainsi que les suivants, et ajout à la liste des élus du premier candidat de l'autre sexe qui n'est pas encore dans la liste en veillant à ce que les critères mentionnés aux points précédents soient respectés;
9. En cas de partage égal des voix entre les derniers candidats qui présenteraient les mêmes réalités en termes de critères, le critère de l'âge sera appliqué et le plus jeune sera prioritaire.

Art. 35. La communication des résultats des élections est assurée par le Secrétaire général du Conseil de la Jeunesse, sur base de l'information transmise par la Commission électorale visée à la section 5 du présent chapitre. La liste des candidats retenus, conformément à la procédure visée à la section 4 du présent chapitre, est diffusée sur le site internet du Conseil de la Jeunesse dans l'heure qui suit l'annonce officielle des résultats. Les candidats élus sont également contactés par téléphone.

Art. 36. La Commission électorale visée à la section 5 du présent chapitre établit une liste des candidats élus et une liste des candidats non-élus. Cette seconde liste n'est pas publiée. Elle est utilisée par l'assemblée générale du Conseil de la Jeunesse en vue de procéder aux désignations éventuelles des remplaçants, suite à des démissions, exclusions ou domiciliations hors des zones citées à l'article 3/1 du décret qui interviendraient en cours de mandature. La sélection de ces remplaçants s'opère selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 34 du présent arrêté.

Section 5 — de la Commission électorale

Art. 37. § 1^{er}. La Commission électorale est chargée de la bonne organisation et du bon suivi des élections. Elle est formellement chargée de la validation du scrutin.

A cette fin, la Commission électorale remplit les missions suivantes :

- examen de la recevabilité des candidatures, conformément à l'article 21 du présent arrêté;
- définition des moyens de campagne autorisés et suivi de l'observation de ces moyens, conformément à l'article 24 du présent arrêté;
- suivi de l'observation du règlement électoral, en ce compris à travers la reconnaissance des bureaux de vote et la participation aux scrutins qu'ils organisent, conformément aux articles 30 et 32 du présent arrêté;
- supervision du dépouillement des votes, conformément à l'article 34 du présent arrêté.

§ 2. Afin de permettre à la commission électorale de remplir ses missions, le conseil de la jeunesse sollicite, en qualité de responsable de traitement, un accès au registre national, dans le respect de la loi du 8 août organisant un registre national des personnes physiques et de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Le Service Jeunesse est chargé de l'opération de vérification des données du registre électronique des électeurs visé à l'article 27, § 3, alinéa 2, du présent arrêté. Il agit en qualité de sous-traitant dans le cadre des vérifications au registre national qu'il effectue.

En l'absence de système automatisé de vérification au registre national, une sélection aléatoire de 10 % des données du registre électronique des électeurs est vérifiée. Si plus de 1 % de cette sélection n'est pas conforme aux données du registre national, une vérification de l'ensemble du registre électronique des électeurs sera effectuée.

En cas de données d'électeur non conforme aux données du registre national, le Service de la Jeunesse communique le numéro aléatoire correspondant à l'électeur en question à la commission électorale.

§ 3. En cas de non-respect du prescrit du présent chapitre ou en cas de fraude suspectée, la Commission électorale peut prendre les sanctions suivantes;

1° le rappel à l'ordre, par lequel la Commission invite la ou les personnes à se mettre en conformité avec le présent arrêté;

2° l'exclusion d'un ou plusieurs candidats;

3° l'invalidation d'un ou plusieurs votes;

4° l'annulation du scrutin au sein d'un ou plusieurs bureaux de vote;

5° l'annulation générale du scrutin.

Les sanctions de la Commission électorale sont dûment motivées et sont notifiées sans délai aux personnes concernées par courrier recommandé.

§ 4. La Commission électorale a le pouvoir d'introduire une plainte en justice en cas de fraude avérée.

Art. 38. § 1^{er}. La Commission électorale est composée :

- du secrétaire général et de la personne du Conseil qui est chargée de l'organisation des élections;
- de deux membres de l'actuelle assemblée générale du Conseil de la Jeunesse qui ne sont plus candidats;
- de deux représentants de la CCOJ et de deux représentants de la CCMCJ qui ne sont pas candidats, au sens des articles 21 et 22 du présent arrêté.

§ 2. Les membres de la commission électorale visés au § 1^{er} sont nommés par le Gouvernement sur proposition des instances concernées

Art. 39. § 1^{er}. La Commission électorale se réunit selon le calendrier qu'elle détermine et, en cas de nécessité, dans les 5 jours ouvrables qui suivent la demande de trois de ses membres représentant au moins deux des trois instances d'avis concernées.

§ 2. Les décisions de la Commission électorale se prennent aux 2/3 des voix, sous réserve que 5 membres de ladite commission au minimum soient présents.

CHAPITRE V. — *dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 40. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 portant exécution du décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse de la Communauté française est abrogé.

Art. 41. Le présent arrêté prend effet le 1^{er} septembre 2013.

Art. 42. Le Ministre ayant la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 29 août 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29499]

29 AUGUSTUS 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2013;

Gelet op het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

Gelet op het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

Gelet op de wetten betreffende de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor jeugdorganisaties, gegeven op 5 juli 2013;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor jeugdcentra en -huizen, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 53.809/2/V, gegeven op 7 augustus 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° “Decreet” : het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap;

2° “Jeugdraad” : De Jeugdraad van de Franse Gemeenschap ingesteld door het decreet;

3° “Minister” : het lid van de Regering bevoegd voor de Jeugd;

4° “Jeugddienst” : de Jeugddienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° “Inspectie” : de Algemene Inspectiedienst van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

6° “Ministerie” : het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

7° “ETNIC” : het *Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication* van de Franse Gemeenschap, instelling van openbaar nut opgericht door het decreet van 27 maart 2002;

8° “Secretaris-generaal” : de persoon die ertoe gemachtigd wordt door de raad van bestuur om voor het dagelijkse beheer te zorgen van de Jeugdraad.

HOOFDSTUK II. — *De nadere regels voor de sponsoring van de kandidaten voor de Jeugdraad*

Art. 2. § 1. De nadere regels voor de sponsoring bedoeld bij artikel 3/2, § 1, derde streepje, van het decreet, worden als volgt bepaald :

1° de bij de sponsoring betrokken lokale jeugdleden zijn deze waarvan meer dan de helft leden hebben met een leeftijd van 16 tot 30 op de eerste dag van de maand waarop de verkiezingsperiode van de werkende leden van de jeugdraad een aanvang neemt;

2° een persoon die een sponsorvereniging geldig kan vertegenwoordigen en verbinden, zoals bedoeld bij artikel 3/2, § 1, derde streepje, van het decreet, ondertekent een “sponsoringdocument” waarbij gestaafd wordt dat :

- de jonge kandidaat lid van of verbonden is met de vereniging;

- hij, in de mate van het mogelijke, zich ertoe verbindt de communicatie te bevorderen voor de verkiezingen van de werkende leden van de Jeugdraad;

- hij door de vereniging wordt gesteund om, in de mate van het mogelijke, het werk van de jongere die verkozen wordt binnen de Jeugdraad te vergemakkelijken;

3° het “sponsoringdocument” wordt bij de kandidaatstelling van de jonge kandidaat gevoegd. Het wordt als geldig beschouwd voor zover de sponsorvereniging overeenstemt met een van de verenigingen bedoeld bij artikel 3/2, § 2, derde streepje, van het decreet.

De Jeugdraad wordt, met de hulp van de bevoegde diensten, belast met het nagaan of de verenigingen die bij artikel 3/2, § 2, derde streepje, van het decreet bedoeld zijn, in de werkelijkheid bestaan en, desgevallend, de controle van hun erkenning door de Franse Gemeenschap of hun aansluiting bij een jeugdbeweging erkend door de Franse Gemeenschap;

4° indien de jongere verkozen wordt, zal de sponsorvereniging, in de mate van haar mogelijkheden, hem bijstaan in zijn actie (doorgeven van informatie, pedagogische steunverlening, infrastructuur, logistiek, enz.). Het behoort, nochtans, tot de verantwoordelijkheid van de jongere die verkozen werd de dynamiek van de Jeugdraad op lokaal niveau te brengen met het oog voor de diversiteit van de gewezen, huidige en komende netwerken, in de mate van het mogelijke en met de steun van de Jeugdraad.

§ 2. De vijf types sponsoring bedoeld bij artikel 3/2, derde streepje, van het decreet om voor de grootst mogelijke representativiteit van de jongeren te zorgen en dus ook hun diversiteit, moeten daartoe evenwichtig zijn om die diversiteit te waarborgen. Daartoe zal de Jeugdraad ervoor zorgen dat een maximum van acht jongeren per type sponsoring verkozen wordt.

Indien het maximum van acht verkozenen per type sponsoring er niet toe leidt een totaal van vierentwintig jongeren die gesponsord en verkozen worden, te bereiken, wordt dit aantal kandidaten met een eenheid vermeerderd totdat er 24 verkozenen zijn.

HOOFDSTUK III. — *Subsidies aan de Jeugdraad, hulpverlening en presentiegeld*

Afdeling 1. — Subsidies

Onderafdeling 1. — *Indiening van de subsidieaanvraag*

Art. 3. § 1. – Om de forfaitaire subsidie te genieten bedoeld bij artikel 9, derde streepje van het decreet, moet de Jeugdraad zijn aanvraagdossier indienen, tegen 1 juni ten laatste, bij de Jeugddienst, hetzij elektronisch, hetzij in drie papierexemplaren.

Dit dossier moet uit de volgende elementen bestaan :

- het voorwerp of het opschrift van het opleidingsproject;

- de nagestreefde doelstellingen en de verwachte resultaten en de slaagindicatoren;

- het verwezenlijkingsprogramma van het opleidingsproject (programmatiefases, duur plaatsen en datums);

- het aantal beoogde deelnemers;

- de beschrijving van de inhoud en de methodes voorgesteld met inbegrip van de pedagogische instrumenten en de beschrijving van het evaluatieproces;
- de samenstelling van het pedagogische team (namen, technische of pedagogische kwalificaties);
- een begrotingsontwerp;
- de evaluatie van de opleidingen ingericht gedurende het verleden mandaat.

§ 2. Worden niet in aanmerking genomen de animatieprojecten, de conferenties, de informatiesessies, de informatievergaderingen ten bate van de kaderleden, de vergaderingen voor de uitwerking en de voorbereiding van de actiecampagnes, de studie- en evaluatiedagen voor de permanente leden en de opleiders die onder de gewone actie van de Jeugdraad ressorteren.

Art. 4. Om de forfaitaire subsidie te genieten bedoeld bij artikel 9, vierde streepje van het decreet, moet de Jeugdraad zijn aanvraagdossier indienen, tegen 1 juni ten laatste, bij de Jeugddienst, hetzij elektronisch, hetzij in drie papierexemplaren.

Dit dossier moet uit de volgende elementen bestaan :

- een algemene identificatie van het project;
- de nagestreefde doelstellingen en de verwachte resultaten (aantal kandidaatstellingen, deelneming aan de verkiezingen, mediapresentie van het evenement,...);
- het verwezenlijkingsprogramma voor de inrichting van de verkiezingen (geplande activiteiten, programmatiefases, duur, plaatsen en datums);
- het verkiezingsreglement en de verbintenis om voor de zo grootst mogelijke verspreiding ervan te zorgen;
- het beoogde publiek;
- de beschrijving van de voorgenomen pedagogische aanpak en de beschrijving van het evaluatieproces;
- de voorstelling van het omkaderingsteam;
- een begrotingsontwerp;
- de evaluatie van de inrichting van de verlopen verkiezingen van de Jeugdraad.

Onderafdeling 2. — Procedure voor de toekenning van subsidies

Art. 5. § 1. De Jeugddienst bericht ontvangst van de subsidieaanvraag bedoeld bij de artikelen 3 en 4 van dit besluit binnen de vijf dagen van de ontvangst ervan. Desgevallend, binnen een termijn van veertien dagen na de toezending van het ontvangstbericht, vraagt hij aan de Jeugdraad de elementen van het dossier die ontbreken.

De Jeugdraad beschikt over veertien dagen om de aanvullingen gevraagd door de Jeugddienst te bezorgen.

§ 2. De subsidieaanvraag wordt op de datum waarop de Jeugddienst in het bezit komt van het volledige dossier in aanmerking genomen.

De Minister neemt een beslissing binnen de veertien dagen vanaf de inaanmerkingneming van de aanvraag, op met redenen omklede beslissing van de Jeugdraad.

Wanneer de Minister zijn beslissing heeft genomen, wordt van zijn beslissing aan de Jeugdraad door de Jeugddienst kennisgegeven.

Onderafdeling 3. — Vereffening van de subsidies

Art. 6. § 1. De subsidie bedoeld bij artikel 9, tweede streepje, van het decreet wordt voor een burgerlijk jaar toegekend. Deze subsidie wordt verantwoord op basis van de resultatenrekening van datzelfde burgerlijk jaar.

§ 2. De Jeugdraad wordt ertoe gehouden, tegen 31 juli uiterst, aan de Jeugdraad zijn jaarlijkse rekeningen mee te delen, die door de algemene vergadering goedgekeurd moeten worden en betreffende het vorige burgerlijke jaar. Deze jaarrekeningen bevatten de balans en de resultatenrekening volgens het schema bepaald bij de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

§ 3. De Jeugddienst vereffent, tegen 31 maart uiterst, 85 % van de subsidie bedoeld bij § 1.

Hij vereffent het saldo van de voornoemde subsidie in één schijf ten laatste binnen de drie maanden na de indiening bij de Jeugddienst van de documenten bedoeld bij § 2.

§ 4. Onverminderd artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, trekt de Jeugddienst van de vereffening van deze schijven de delen van de subsidie af die betrekking hebben op de vorige burgerlijke jaren waarvoor de jeugdraad geen verantwoording van gebruik kon geven.

Art. 7. § 1. De forfaitaire subsidies bedoeld bij artikel 9, derde en vierde streepjes, van het decreet, worden in twee gelijke schijven vereffend. De eerste schijf wordt, na goedkeuring van het aanvraagdossier, vòòr 15 september van het jaar van de indiening van genoemd dossier uitbetaald. Het saldo wordt het volgende jaar vereffend vòòr 15 september, op indiening van de specifieke ontvangsten- en uitgavenbegroting betreffende respectief de bovenvermelde subsidies en de goedkeuring van het evaluatiedossier, bedoeld bij § 2 van dit artikel.

§ 2. Het dossier voor de evaluatie van de opleiding bedoeld bij artikel 3, § 1, bevat een evaluatie van de opleiding verwezenlijkt door de Jeugdraad en een ontvangsten/uitgavenrekening.

Het evaluatiedossier van de verkiezingen bedoeld bij artikel 4, bevat een evaluatie van de verkiezingen verwezenlijkt door de Jeugdraad en een ontvangsten/uitgavenrekening.

Onderafdeling 4. — Schorsing en afschaffing van de subsidies

Art. 8. Indien de Jeugddienst, na advies van de Inspectie, acht dat de Jeugdraad zijn opdrachten zoals bedoeld krachtens artikel 2 van het decreet, de regels voor de samenstelling en de werking bedoeld bij de artikelen 3 tot 7 van het decreet of deze die betrekking hebben op de deelnemingsstructuren bepaald bij artikel 8 van het decreet, niet vervult, geeft hij er bericht van aan de Jeugdraad met vermelding van de problemen en stelt hem in gebreke er een oplossing aan te vinden binnen de door hem bepaalde termijn, termijn die naar rata van de maatregelen die door de Jeugdraad genomen moeten worden, bepaald wordt, en, hoe dan ook, niet minder dan drie maanden mag bedragen.

De Jeugddienst geeft er aan de Minister simultaan kennis van.

Vanaf de kennisgeving van de ingebrekestelling bedoeld bij het eerste lid, beschikt de Jeugdraad over een termijn van één maand om een mogelijke nota met op- en aanmerkingen aan de Jeugddienst toe te zenden.

Art. 9. Indien, op het einde van de termijn bedoeld bij artikel 8 van dit besluit en gelet op de mogelijke nota met op- en aanmerkingen van de Jeugdraad, de Jeugddienst, na advies van de inspectie, nog altijd meent dat de problemen verwoord in de ingebrekestelling aanwezig zijn, licht de Jeugddienst de Jeugdraad in per aangetekende brief dat hij een voorstel indient, gericht aan de Minister, om tot de schorsing over te gaan van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet en brengt hem ter herinnering de bepalingen van het decreet dat niet meer in acht worden genomen alsook de voorgenomen duur van de schorsing, die niet langer kan zijn dan negen maanden.

De Jeugddienst geeft er aan de Minister simultaan kennis van.

Art. 10. Alvorens een beslissing te nemen over het voorstel tot schorsing van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet, hoort de Minister, of diens afgevaardigde, de vertegenwoordigers van de Jeugdraad, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst.

De oproeping om verhoord te worden wordt aan de Jeugdraad bij aangetekende brief toegestuurd. Er moet een minimale termijn van 20 dagen zijn tussen de toezending van de oproepingsbrief en de datum van het verhoor.

In de oproepingsbrief wordt bepaald dat de Jeugdraad een nota met op- en aanmerkingen kan indienen ter gelegenheid van het verhoor.

Art. 11. De Minister beslist binnen de twee maanden op met redenen omkleed voorstel van de Jeugddienst over de schorsing van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet, in de vorm van een ontwerp van besluit, waarbij de voorafgaande ingebrekestelling wordt gevoegd, het advies van de inspectie en de mogelijke nota's met de op- en aanmerkingen van de Jeugdraad met toepassing van de artikelen 8 en 10 van dit besluit.

Wordt tot schorsing besloten, dan bepaalt de Minister de datum van inwerkingtreding en de duur van de schorsing van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet.

Art. 12. § 1. Indien, op het einde van de schorsingsperiode voor de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet, de Jeugddienst acht dat de Jeugdraad de problemen niet heeft rechtgezet zoals bedoeld bij de voorafgaande schorsing, bericht de Jeugddienst de Jeugdraad ervan bij aangetekende brief dat hij aan de Minister voorstelt de subsidies af te schaffen.

§ 2. De Minister beslist binnen de twee maanden op met redenen omkleed voorstel van de Jeugddienst over de afschaffing van de subsidies bedoeld bij artikel 9, tweede, derde en vierde streepje, van het decreet, in de vorm van een ontwerp van besluit, waarbij de beslissing tot schorsing van de Minister en de aangetekende brief van de Jeugddienst bedoeld bij de eerste paragraaf worden gevoegd. De beslissing van de Minister heeft uitwerking met ingang van de kennisgeving aan de Jeugdraad door de Jeugddienst en is van toepassing minstens tot de rechtzetting van de problemen en ten laatste tot de volgende verkiezing.

Onderafdeling 5. — Beroepsprocedures

Art. 13. § 1. Vanaf de kennisgeving van één van de beslissingen bedoeld bij de artikelen 11 en 12 van dit besluit, beschikt de Jeugdraad over 20 dagen om, bij aangetekende brief gericht aan de Jeugddienst, een beroep in te stellen bij de Regering tegen de bestreden beslissing.

§ 2. Zodra het beroep ontvangen wordt, zendt de Jeugddienst er een afschrift van, om advies, aan de Inspectie en stuurt een bericht van ontvangst aan de Jeugdraad binnen de vijf dagen na de ontvangst van het beroep.

Art. 14. De Inspectie brengt haar advies over het beroep uit aan de Jeugddienst binnen de 20 dagen vanaf de ontvangst van het afschrift van het beroep.

Vanaf de ontvangst van het advies van de Inspectie, beschikt de Jeugddienst over 20 dagen om een met redenen omkleed voorstel tot beslissing aan de Regering over te zenden, in de vorm van een besluit samen met het advies van de Inspectie.

Dit voorstel tot met redenen omklede beslissing wordt tegelijkertijd aan de Jeugdraad door de Jeugddienst medegedeeld.

Art. 15. Alvorens een beslissing over het beroep te treffen, hoort de Regering of haar vertegenwoordiger de Jeugdraad, in aanwezigheid van de verantwoordelijke van de Jeugddienst.

De oproeping om gehoord te worden wordt aan de Jeugdraad door de Jeugddienst bij aangetekende brief gestuurd. Er moeten minstens 20 dagen zijn tussen de zending van de oproeping en de dag van het verhoor.

In de oproepingsbrief wordt gepreciseerd dat de Jeugdraad een nota met aan- en opmerkingen kan indienen ter gelegenheid van het verhoor of, desgevallend, dat dit verhoor door de enkele indiening van een dergelijke nota vervangen kan worden.

Art. 16. De Regering beslist binnen de twee maanden over het beroep bedoeld bij artikel 13 van dit besluit, op met redenen omkleed advies van de Jeugdraad, advies dat de vorm aanneemt van een ontwerp van besluit.

De Regering deelt haar beslissing aan de Jeugddienst mee om verdere kennisgeving aan de Jeugdraad per aangetekende brief ten laatste binnen de vijf dagen na de beslissing.

Art. 17. De beslissing van de Regering omtrent het beroep heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de Jeugddienst deze aan de Jeugdraad heeft bekend gemaakt.

Afdeling 2. — Steunverlening

Art. 18. § 1. De logistieke hulpverlening bedoeld bij artikel 9, vijfde streepje, van het decreet stemt a minima overeen met de gratis terbeschikkingstelling van het volgende materiaal :

- 1° computers, met inbegrip, desgevallend, van laptops met een internetaansluiting;
- 2° printers, waaronder minstens één kleurprinter;
- 3° scanners;
- 4° vaste telefonen en fax;
- 5° kasten, burelen en bureaustoelen;
- 6° bureaubenodigheden;
- 7° vergaderingtafels en -stoelen.

§ 2. De administratieve hulpverlening bedoeld bij artikel 9, vijfde streepje, van het decreet stemt a minima overeen met de kosteloze levering van de volgende diensten en prestaties :

- 1° hulpverlening door het ETNIC, indien nodig;
- 2° het gebruik van de postdiensten of, indien nodig, van deze van een leveringsbedrijf.

§ 3. De hulpverlening inzake infrastructuur en huisvesting bedoeld bij artikel 9, vijfde streepje, van het decreet, stemt a minima overeen met de gratis prestaties, in voldoende hoeveelheid, van :

- 1° lokalen in de nabijheid van de openbare vervoermiddelen, waarvan de oppervlakte plaats biedt voor het materiaal bedoeld bij § 1, 1° tot 6° en een afzonderlijke vergaderingszaal;
- 2° een kuisdienst voor de lokalen bedoeld bij het punt 1°;
- 3° de toegankelijkheid van de lokalen bedoeld bij het punt 1° buiten de diensturen;
- 4° de infrastructuren van het Centre culturel Marcel Hicter van La Marlagne (met uitzondering van de kamers en de intendantedienst), volgens nadere regels die in overleg met het Algemeen Bestuur Cultuur van de Franse Gemeenschap bepaald moeten worden.

Afdeling 3 — Presentiegeld, reis- en verblijfskosten

Art. 19. § 1. Met toepassing van artikel 11 van het decreet wordt het bedrag van het presentiegeld per werkzitting op 25,97 euro bepaald.

De reis- en verblijfskosten betreffende de exclusieve werkzaamheden van de werkende leden van de Jeugdraad (vergaderingen van de algemene vergadering en raad van bestuur) worden volgens de voorwaarden en de rata bepaald door de reglementering die terzake van toepassing is op de personeelsleden van het Ministerie vastgelegd.

Te dien einde worden de werkende leden van de Jeugdraad bedoeld bij artikel 3/2 van het decreet met de personeelsleden van het Ministerie die titularis zijn van een graad gerangschikt in rang 12 gelijkgesteld.

De werkende leden van de Jeugdraad worden ertoe gemachtigd gebruik te maken van hun eigen motorvoertuig voor de verplaatsingen die nodig worden geacht voor hun deelname aan de vergaderingen van de Jeugdraad.

Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap betaald had moeten worden indien ze de openbare vervoermiddelen hadden gebruikt.

De Franse Gemeenschap zorgt niet voor de dekking van de risico's die voortvloeien uit het gebruik door de leden, van het persoonlijke voertuig.

§ 2. De bedragen bedoeld bij § 1 worden om de twee jaar vanaf 1 januari 2015 aangepast volgens het gezondheidsindexcijfer.

Diezelfde bedragen worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald.

HOOFDSTUK IV. — Verkiezingsreglement voor de verkiezingen van oktober 2013

Art. 20. Met toepassing van artikel 14/8, § 2, van het decreet, bepaalt dit besluit de nadere regels voor de kandidaatstellingen, de inrichting van de campagne, het verloop van de stemming en de telling van de stemmen betreffende de verkiezingen tot vernieuwing van de algemene vergadering met januari 2014 in zicht. Het heeft tevens tot doel de instelling van een verkiezingscommissie, belast met het goede verloop van deze verkiezingen.

In het kader van alle verwerkingen van persoonsgegevens zoals bepaald in dit besluit, is de Jeugdraad verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Afdeling 1 — Kandidaatstellingen

Art. 21. De ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen behoort tot de bevoegdheid van de Verkiezingscommissie bedoeld bij de afdeling 5 van dit hoofdstuk.

Om een ontvankelijke kandidaatstelling in te dienen, moet de kandidaat aan de volgende verkiezingsvoorwaarden voldoen :

- minstens 16 jaar oud zijn en minder dan 31 jaar op 1 oktober 2013;
- zijn woonplaats hebben in één van de zones opgesomd bij artikel 3/1, § 1, van het decreet;
- in het bezit zijn van een nummer in het rijksregister;
- het kandidaatstellingsformulier bedoeld bij artikel 22 van dit besluit tussen 1 september en 30 september 2013 hebben ingediend;

- bewijzen dat hij niet het voorwerp uitmaakt van enige voorwaarden inzake onverenigbaarheid bedoeld bij artikel 3/6, § 1, van het decreet;

- zich ertoe verbinden het Verdrag inzake de rechten van het kind aangenomen door de algemene vergadering van de Verenigde Naties op 20 november 1989, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, aangenomen en open verklaard voor ondertekening, bekrachtiging en toetreding door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in haar resolutie van 16 december 1966, en het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, aangenomen en open verklaard voor ondertekening, bekrachtiging en toetreding door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in haar resolutie van 16 december 1966.

Art. 22. § 1. Twee types kandidaatstellingsformulieren, respectief voor de gesponsorde kandidaten en voor de onafhankelijke kandidaten, kunnen vanuit de website van de Jeugdraad (www.conseildelajeunesse.be) gedownload worden.

Een papierversie kan door de Jeugdraad bezorgd worden op aanvraag op 02/4132930 vòòr 23 september 2013.

Het formulier moet daarna teruggestuurd worden aan het volgende adres : boulevard Léopold II 44, te 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Voor de gesponsorde kandidaten moet de ingevulde en ondertekende overeenkomst verplicht gevoegd worden bij de kandidaatstellingsakte, op straffe van weigering.

§ 2. Het kandidaatstellingsformulier bevat de volgende inlichtingen over de kandidaat :

- naam en voornaam;
- geslacht;
- woonplaatsadres
- provincie;
- geboortedatum en nummer van het rijksregister;
- e-mailadres en gsm-nummer;
- een recente foto (van het type identiteitskaart) en die gebruikt zal worden gedurende de campagne;
- een presentatieruimte waar de kandidaat de motivatie van zijn kandidaatstelling aan de Jeugdraad zal uitleggen alsook zijn belangstelling voor de Jeugd (maximum 2500 letters), met inachtneming van de democratische principes bedoeld bij artikel 3/6, § 3, vierde streepje van het decreet.

Indien de kandidaat op de lijst van de gesponsorde kandidaten opgenomen wenst te worden, zal hij de identiteit van de sponsor (type sponsor + precieze benaming van de sponsor) moeten vermelden. Het sponsoringdocument bedoeld bij artikel 2, § 1, 2°, van dit besluit, zal bij de presentatieruimte van de kandidaat gevoegd worden.

Indien de kandidaat door een lokale jeugdraad gesponsord wordt, zal hij bij zijn kandidaatstelling de lijst voegen van de leden van deze raad, alsook hun respectieve geboortedatum, in een document getekend door de overheid van de gemeente waar deze raad ingesteld wordt of door haar vertegenwoordiger.

§ 3. De kandidaat moet ook de vakken van het formulier aankruisen waardoor hij vermeldt dat :

- hij de regels en de opdrachten van de Jeugdraad kent zoals deze opgenomen worden op zijn website en dat hij zich ertoe verbindt de voortgezette opleiding te volgen bestemd voor de leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad;
- hij kennis heeft genomen van het volledige verkiezingsreglement zoals bekendgemaakt op de site van de Jeugdraad en verkrijgbaar op aanvraag;
- hij niet het voorwerp uitmaakt van een voorwaarde van onverenigbaarheid zoals bedoeld bij artikel 3/6, § 1 en § 2, van het decreet;
- hij er zich toe verbindt de democratische principes bedoeld bij artikel 3/6, § 3, vierde streepje, van het decreet na te leven;
- hij aanvaardt om gefotografeerd of gefilmd te worden en dat hij ermee akkoord gaat dat het resultaat daarvan gepubliceerd of uitgezonden wordt.

§ 4. De voorstelling van de opdrachten van de Jeugdraad en het verkiezingsreglement uitgewerkt door de Verkiezingscommissie bedoeld bij de afdeling 5 van dit hoofdstuk zijn beschikbaar op de website van de Jeugdraad of op papier op aanvraag gericht aan de Jeugdraad.

Art. 23. § 1. De Jeugdraad publiceert tegelijkertijd op zijn website de profielen van alle kandidaten waarvan de kandidaatstelling ontvankelijk werd geacht in de zin van artikel 21 van dit besluit. Het profiel van elke kandidaat bevat zijn naam, voornaam, woonplaatsgemeente, provincie of zone, een mogelijk URL-adres, de motivatie van de kandidaatstelling voor de CJCF, de aard van de kandidaatstelling (onafhankelijk of gesponsord) en, desgevallend, de sponsorvereniging.

§ 2. De volgorde van presentatie van de kandidaten is wisselvallig zodat bij elke raadpleging van de betrokken pagina deze verschillend is. Een onderzoeksveld (per naam of per geografische zone) zal voor de kiezers beschikbaar zijn.

Afdeling 2 — De verkiezingscampagne

Art. 24. § 1. De Verkiezingscommissie bedoeld bij de afdeling 5 van dit hoofdstuk bepaalt het kader van de middelen waarvan de kandidaten gebruik kunnen maken, met uitzondering van gadgets en elke promotieaanpak die een eigen financiële en materiële investering van de kandidaten of hun sponsorstructuur tot gevolg zou hebben.

Er kan geen enkel ander middel worden gebruikt dan deze bepaald door de Verkiezingscommissie, op straffe van sancties zoals bedoeld bij artikel 37, § 2, van dit besluit.

§ 2. Bij de Verkiezingscommissie kan ook elke aangelegenheid betreffende het campagnemateriaal dat de kandidaten wensen te gebruiken en elke vaststelling van niet-inachtneming van het kader bepaald bij § 1, alsook elke inbreuk, gedurende de campagne, op de democratische principes bedoeld bij artikel 3/6, § 3, vierde streepje, van het decreet, of op de waarden van kosteloosheid en respect voor iedereen verdedigd door de Jeugdraad, aanhangig worden gemaakt.

Ze kan, desgevallend, sancties treffen bedoeld bij artikel 37, § 2, van dit besluit.

Art. 25. De Jeugdraad bezorgt de kandidaten, met inachtneming van artikel 24, § 1, van dit besluit en met zorg voor proportionaliteit en gelijkheid ten bate van de kandidaten, een "campagnekit".

Deze kit bepaalt het kader van de toegelaten middelen en van het materiaal en de adviezen om campagne te voeren.

Art. 26. Tijdens hun campagne zullen de kandidaten ervoor waken om een ethisch kader te volgen dat noch aan het imago van de jeugd schade zou toebrengen, noch, meer specifiek, aan het imago van de Jeugdraad.

Afdeling 3 — Het verkiezingsproces

Art. 27. § 1. De verkiezingen van de werkende leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad vinden plaats van 7 oktober 2013 om 6 uur tot 19 oktober 2013 tot middernacht. Ze hebben betrekking op de kandidaatstellingen bekendgemaakt overeenkomstig artikel 23 van dit besluit.

§ 2. De stemming is open voor alle jongeren die hun woonplaats hebben in één van de zones opgesomd bij artikel 3/1, § 1, van het decreet en die minstens 16 jaar oud zijn en niet minder dan 31 jaar op de datum van 1 oktober 2013. De stemming gebeurt elektronisch via de website van de Jeugdraad (www.conseildelajeunesse.be), ofwel vanuit een persoonlijke computer, ofwel vanuit een computer die ter beschikking van de kiezers gesteld wordt in één van de stembureaus bedoeld bij artikel 29.

§ 3. Het proces van de elektronische stemming bestaat uit de volgende etappes :

1. inschrijving op de site www.conseildelajeunesse.be (naam, voornaam, nummer rijksregister), met als doel het genereren voor iedere kiezer van een identificatienaam en een wachtwoord voor de toegang tot het stemmingssysteem;
2. toegang tot de lijst van de kandidaten;
3. toekenning van zijn stem aan maximum vier kandidaten;
4. validatie van de stemming.

De stap voor de validatie van de stemming genereert, in een elektronisch register van de stemmingen, een naamloos stemmingsbulletin voor iedere kiezer, met een wisselvallig nummer dat overeenstemt, en behoudt, in een elektronisch register van de kiezers, de naam, voornaam en nummer in het rijksregister van elke kiezer na controle bij het rijksregister van de overeenstemming van deze informatie door de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit besluit.

Art. 28. Elke kiezer stemt in zijn eigen naam, één keer en voor een maximum van vier kandidaten onder deze bedoeld bij artikel 23 van dit besluit. De inachtneming van de ethiek van de persoonlijke stemming garandeert de geloofwaardigheid en de legitimiteit zowel van de kandidaten als van de Jeugdraad.

De kiezers die voor minder dan vier kandidaten wensen te stemmen, worden op de hoogte gebracht van de gevolgen van het aantal stemmen die ze gebruiken op het gewicht van hun stemming in de resultaten van de stemming.

Art. 29. De verkiezingen kunnen in een stembureau plaatsvinden, mits inachtneming van de procedures en de voorwaarden opgesomd bij de artikelen 30 en 31.

Art. 30. § 1. Elke jeugdvereniging en elke gemeente die wenst een stembureau in te richten moet er bericht van geven aan de Jeugdraad en zich er voorafgaandelijk toe verbinden de volgende algemene voorwaarden in acht te nemen :

- de kiezers te mobiliseren, binnen de voorwaarden die de geheimhouding van de stemming in acht nemen alsook de neutraliteit van de stembureaus;
- voor de publiciteit van de verkiezing zorgen, zijn deelneming en de nadere algemene regels voor de inrichting van de verkiezing op lokaal niveau (plaats, uren,...);
- voor een toegang zorgen tot het stemmingssysteem voor een periode van minimum vier uur;
- terbeschikkingstelling van de kiezers van een computer met internetconnectie;
- aanwijzing van een voorzitter en van twee bijzitters waaronder één een verantwoordelijkheidsambt bekleedt in de vereniging die het stembureau verwelkomt, de tweede van buiten de vereniging komt en de derde een lid of een vertegenwoordiger is van de verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk;
- op aanvraag van de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk enige informatie bezorgen die toelaat de overeenstemming van het stembureau met het kader dat ze bepaald zal hebben, te evalueren.

§ 2. De verenigingen en de gemeenten bedoeld bij § 1 dienen hun aanvraag om opening van een stembureau bij de Jeugdraad vòòr 1 oktober 2013.

Ze delen hun adres mede alsook de dagen en de openingsuren met het oog op de inrichting van de stemming.

§ 3. De Jeugdraad maakt de lijst bekend, op zijn website, van de stembureaus die aan de voorwaarden bedoeld bij de §§ 1 tot 2 van dit artikel bekend. Deze lijst kan bezorgd worden op papier door de Jeugdraad op aanvraag.

Art. 31. De inrichting van de stemming in de bovenvermelde bureaus vindt tussen 7 oktober en 19 oktober 2013 plaats.

Vooraleer hun stembureau te openen, ondertekenen de voorzitter en de bijzitters bedoeld bij artikel 30, § 1, een verklaring op ere die door de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk bezorgd wordt, waardoor ze er zich toe verbinden dit reglement in acht te nemen en doen naleven.

De voorwaarden van de stemming moeten de geheimhouding van de stemming garanderen.

Art. 32. Het komt de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk toe, na te gaan of de stemmingprocedures tot waarborg van de doorzichtigheid en de geheimhouding van de stemming in acht worden genomen en, desgevallend, maatregelen te treffen.

Afdeling 4 — Resultaten van de verkiezing van oktober 2013

Art. 33. De stemopneming gebeurt onder de verantwoordelijkheid van de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk, binnen de drie werkdagen na het einde van de stemming.

Art. 34. De verkozen leden zijn de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben gekregen, doch rekening houdend met de criteria in verband met de zones, de woonplaatsgemeente, de verdeling per type sponsor en het geslacht, zoals bepaald bij artikel 3/2, § 1 tot 3, van het decreet.

Voor de selectie van de kandidaten, past de Verkiezingscommissie de bovenvermelde criteria toe met inachtneming van de hierna beschreven procedure :

1. sorteren van de lijst van de kandidaten uitgaande van deze die het grootste aantal stemmen heeft bekomen;
2. uitgaande van boven de lijst, keuze van drie kandidaten die vertegenwoordigers zijn van elke van de zes zones;
3. nagaan of deze 18 kandidaten afkomstig zijn van verschillende gemeentes (met uitzondering van de kandidaten die hun woonplaats hebben in een gemeente van meer dan 75 000 inwoners); bij gebreke daaraan, verwijdering van de verkozen kandidaat die het kleinste aantal stemmen heeft en vervanging door de volgende kandidaat op de lijst;
4. controle van het aantal onafhankelijke kandidaten in de zin van artikel 3/2, § 1, vierde streepje, van het decreet, onder deze 18 kandidaten; indien dit aantal hoger ligt dan 12, verwijdering van de onafhankelijke kandidaten die zich op de dertiende of hogere plaats bevinden; is dit aantal kleiner dan 12, selectie, in de volgorde van de lijst opgesteld onder 1, van de onafhankelijke kandidaten die ontbreken, met inachtneming van het criterium bedoeld bij artikel 3/1, § 2, tweede streepje, van het decreet;
5. voor de toepassing van het criterium bedoeld onder 4, in het geval dat een gesponsorde kandidaat afkomstig is van dezelfde gemeente als een onafhankelijke kandidaat, wordt de kandidaat verkozen die de meeste stemmen heeft gekregen. De verwijderde kandidaat wordt vervangen door de volgende kandidaat (een onafhankelijke kandidaat indien de verwijderde kandidaat onafhankelijk is, een kandidaat voortkomend uit hetzelfde type sponsoring indien de verwijderde kandidaat een gesponsorde kandidaat is);
6. selectie van de overblijvende kandidaten in functie van hun aantal stemmen, voor zover ze aan het criterium inzake woonplaats per gemeente voldoen en voor zover het aantal kandidaten die verkozen worden per type sponsor niet acht overschrijdt;
7. indien het aantal verkozenen per type sponsor de grens van acht bereikt, en het aantal van 24 verkozenen niet bereikt wordt, wordt het aantal verkozen kandidaten per type sponsor met één eenheid verhoogd, enzovoort totdat de 24 verkozenen aangewezen worden;
8. nagaan of het criterium van het geslacht vervuld wordt; bij gebreke daaraan, verwijdering van de 36^{ste} kandidaat van het meerderheidsgeslacht alsook van de volgende, en toevoeging aan de lijst van de verkozenen van de eerste kandidaat van het andere geslacht die nog niet op de lijst voorkomt, er goed voor zorgend dat de criteria vermeld bij de vorige punten in acht worden genomen;
9. Bij gelijke verdeling van de stemmen over de laatste kandidaten die op dezelfde wijze, wordt het criterium van de leeftijd toegepast en heeft de jongste voorrang.

Art. 35. De mededeling van de resultaten van de verkiezingen wordt door de Secretaris-generaal van de Jeugdraad waargenomen, op basis van de informatie bezorgd door de Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk. De lijst van de verkozen kandidaten, overeenkomstig de procedure bedoeld bij afdeling 4 van dit hoofdstuk, wordt op de website van de Jeugdraad bekendgemaakt binnen het uur na de officiële aankondiging van de resultaten. Met de verkozen kandidaten wordt binnen het uur telefonisch contact opgenomen.

Art. 36. De Verkiezingscommissie bedoeld bij afdeling 5 van dit hoofdstuk stelt een lijst van de verkozen kandidaten en een lijst van de niet-verkozen kandidaten op. Deze tweede lijst wordt niet bekendgemaakt. Ze wordt gebruikt voor de algemene vergadering van de Jeugdraad om voor de mogelijke aanstelling van vervangers te zorgen, ten gevolge van ontslagnemingen, uitsluitingen of domicilieringen buiten de zones opgenomen bij artikel 3/1 van het decreet, die plaats zouden kunnen vinden gedurende de mandaatvoering. De selectie van deze vervangers geschiedt volgens dezelfde nadere regels als deze bepaald bij artikel 34 van dit besluit.

Afdeling 5 — De Verkiezingscommissie

Art. 37. § 1. De Verkiezingscommissie is belast met de goede inrichting en het opvolgen van de verkiezingen. Ze wordt formeel met de validatie van de stemming belast.

Daartoe vervult de Verkiezingscommissie de volgende opdrachten :

- onderzoek van de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen, overeenkomstig artikel 21 van dit besluit;
- bepaling van de toegelaten campagnemiddelen en opvolgen van de inachtneming van de bepalingen betreffende deze middelen, overeenkomstig artikel 24 van dit besluit;
- opvolgen van de inachtneming van het verkiezingsreglement, met inbegrip van de erkenning van de stembureaus en de deelneming aan de stemmingen die ze inrichten, overeenkomstig de artikelen 30 en 32 van dit besluit;
- supervisie van de stemopneming, overeenkomstig artikel 34 van dit besluit.

§ 2. Om de Verkiezingscommissie toe te laten haar opdrachten te vervullen, vraagt de Jeugdraad, als verantwoordelijke voor de verwerking, een toegang aan tot het rijksregister, met inachtneming van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De Jeugddienst wordt belast met de controle op de gegevens van het elektronische register van de kiezers bedoeld bij artikel 27, § 3, tweede lid, van dit besluit. Hij handelt als onderaannemer in het kader van de controles in het rijksregister.

In afwezigheid van een geautomatiseerd systeem voor de controle in het rijksregister, wordt een wisselvallige selectie van 10 % van de gegevens van het elektronische register van de kiezers gecontroleerd. Indien meer dan 1 % van deze selectie niet overeenstemt met de gegevens in het rijksregister, moet een controle van het geheel van het elektronische register gedaan worden.

Ingeval er kiezersgegevens zijn die niet overeenstemmen met het rijksregister, deelt de Jeugddienst het wisselvallige nummer dat overeenstemt met de betrokken kiezer aan de Verkiezingscommissie mee.

§ 3. In geval van niet-inachtneming van hetgeen bepaald wordt in dit hoofdstuk of in geval van vermoede fraude, kan de Verkiezingscommissie de volgende sancties treffen :

1° de terugroeping tot de orde, waardoor de Commissie de persoon(-en) ertoe uitnodigt zich te schikken naar dit besluit;

2° de uitsluiting van één of meerdere kandidaten;

3° de nietigverklaring van één of meerdere stemmen;

4° de vernietiging van de stemming binnen één of meerdere stembureaus;

5° de algemene vernietiging van de stemming.

De sancties van de Verkiezingscommissie worden degelijk met redenen omkleed en er wordt er, zonder verwijl, van kennisgegeven aan de betrokken personen bij aangetekende brief.

§ 4. De Verkiezingscommissie wordt ertoe gemachtigd een klacht bij het gerecht in te dienen als er een bewezen fraude is geweest.

Art. 38. De Verkiezingscommissie bestaat uit :

- de Secretaris-generaal en de persoon van de Raad die belast is met de inrichting van de verkiezingen;
- twee leden van de huidige algemene vergadering van de Jeugdraad die niet meer kandidaat zijn;
- twee vertegenwoordigers van CCOJ en twee vertegenwoordigers van CCMCJ die niet kandidaat zijn, in de zin van de artikelen 21 en 22 van dit besluit.

§ 2. De leden van de Verkiezingscommissie bedoeld bij § 1 worden door de Regering op de voordracht van de betrokken instanties benoemd.

Art. 39. § 1. De Verkiezingscommissie vergadert volgens het tijdschema dat ze bepaalt en, desnoods, binnen de vijf werkdagen die op de aanvraag van drie van haar leden volgen, die minstens twee van de drie betrokken adviesinstanties vertegenwoordigen.

§ 2. De beslissingen van de Verkiezingscommissie worden bij een tweederde meerderheid van de stemmen genomen, onder voorbehoud dat minimum vijf leden van genoemde commissie aanwezig zijn.

HOOFDSTUK V — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 40. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009 houdende uitvoering van het decreet van 14 november 2008 tot instelling van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 41. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2013.

Art. 42. De Minister bevoegd voor de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 augustus 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205082]

10 JUILLET 2013. — Décret modifiant le Code des droits de succession. — Erratum

Dans le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 25 juillet 2013, à la page 46983, à l'article 2, l'article 55*quater*, § 1^{er}, alinéa premier, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55*quater*. § 1^{er}. Peut être exempté de droits de succession et de mutation par décès, à concurrence d'un montant de 250.000 euros, ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe ou entre époux, ou entre cohabitants légaux visés à l'article 48 ou par un héritier en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré ainsi que leurs descendants au premier degré, appelés légalement à la succession d'une victime décédée suite à un acte exceptionnel de violence. ».

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205082]

10. JULI 2013 — Dekret zur Abänderung des Erbschaftsteuergesetzbuches — Erratum

In dem oben genannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Juli 2013 auf Seite 46983 veröffentlichten Dekret wird Artikel 55*quater*, § 1, Abs. 1 sub Artikel 2 durch Folgendes ersetzt:

„Art. 55*quater* - § 1. Was von einem Erben in gerader Linie oder zwischen Ehepartnern, oder zwischen in Artikel 48 genannten gesetzlich zusammenwohnenden Partnern oder einem Erben in der Seitenlinie bis zum zweiten Grad, sowie von ihren Abkömmlingen im ersten Grad, der bzw. die gesetzlich zur Erbfolge eines infolge einer außergewöhnlichen Gewalttat verstorbenen Opfers berufen wird bzw. werden, erhalten wird, kann von der Erbschaftsteuer und von der Steuer auf den Nachlass in Höhe eines Betrags von 250.000 Euro befreit werden.“.